



AVIS DE CONSULTATION N°003/DC/C-DJO/SG/CIPM- CD/2024 DU 15/02/2024

POUR LA LETTRE-COMMANDE DE LA POURSUITE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU STADE MUNICIPAL (FOURNITURE ET FIXATION DE 150 CHAISES A LA TRIBUNE DU STADE MUNICIPAL DE DJOUM) COMMUNE DE DJOUM, DÉPARTEMENT DU DJA ET LOBO

Les entreprises intéressées sont invitées à participer à l'Avis de consultation défini ci-dessous, lancé par le Gouvernement camerounais représenté par le Maire de la Commune de Djoum, Autorité Contractante.

1. OBJET :

La présente demande de cotation a pour objet : **La poursuite des travaux d'aménagement du stade municipal (fourniture et fixation de 150 chaises à la tribune du stade municipal de Djoum) dans la Commune de Djoum, Département de Dja et Lobo.**

Les prestations seront exécutées pour le compte de la Commune de Djoum sur financement du Budget d'Investissement Public (BIP-DGD-MINDDEVEL) Exercice 2024.

Elles sont soumises à la réglementation en vigueur en République du Cameroun notamment aux textes ci-après:

1. Loi cadre N°96/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement ;
2. La loi N° 2019/024 du 24 décembre 2019, portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
3. Loi n°2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024 ;
4. Décret n° 87/02 du 02 janvier 1987 portant réglementation du Service Après-vente ;
5. Décret n° 2003/651 du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des marchés publics ;
6. Décret N° 2012/074 du 08 Mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des commissions de passation des marchés complété par le Décret N°2013/271 du 05 août 2013.
7. Décret n° 2012/075 du 08 Mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics.

8. Décret n°2012/76 du 08 Mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2001/048 du 23 Février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'ARMP.
9. Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
10. Décret n° 2018/048 du 23 février 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
11. Arrêté n° 093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du dossier d'appel d'offres ;
12. Arrêté n° 032/CAB/PM du 28 février 2003 fixant les modalités de demande de cotation ;
13. Arrêté n°033 CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux publics, de fournitures et de services passés au nom de l'Etat et des établissements publics nationaux non soumis aux lois et usages du commerce ;
14. Arrêté n°204/MINMAP du 03 juillet 2018 portant création des Commission Internes de passation des Marchés Publics auprès des communautés urbaines, des communes et des communes d'arrondissement ;
15. Circulaire n° 002/CAB/PM du 04 novembre 2002 relative à la procédure de passation des marchés publics.
16. Circulaire n°004/CAB/PM du 30 Décembre 2005 relative au code des marchés publics ;
17. Circulaire n°0001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des marchés publics
18. Circulaire n° 00000026/C/MINFI du 29 décembre 2023 portant instructions relatives à l'Exécution des lois de Finances, au suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, et des autres Entités Publiques pour l'Exercice 2023
19. Lettre Circulaire n° 00000192/C/MINFI du 06 Janvier 2023 portant instructions relatives à l'Exécution, au suivi et au Contrôle de l'Exécution des Budgets des Collectivités Territoriales Décentralisées pour l'exercice 2023.

2 – PRESTATIONS:

Dans le cadre de l'exécution des projets cités en référence, le Maire de la Commune de Djoum (Maitre d'ouvrage), envisage de procéder à l'acquisition des fournitures désignées ci-après :

La poursuite des travaux d'aménagement du stade municipal (fourniture et fixation de 150 chaises à la tribune du stade municipal de Djoum) dans La commune de Djoum, Département de Dja et Lobo, défini dans le descriptif des travaux joint en annexe, en un seul lot.

NB : la soumission est non limitative

2.1- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux toutes taxes comprises à l'issue des études préalables s'élève à :

- 10 000 000 (**dix millions**) **FCFA**.

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par la Commission Interne de Passation des Marchés, la lettre-commande sera conclue entre ce dernier et le Maire de la Commune de Djoum.

3 – PARTICIPATION:

La participation à cette consultation est ouverte aux entreprises de droit camerounais ou tout autre groupement impliquant des opérateurs économiques camerounais.

Chaque entrepreneur peut soumissionner contre présentation d'une quittance de versement à la Recette Municipale de Djoum de la somme :

- **25 000 (vingt-cinq mille) FCFA pour le lot 3.**

Conformément à l'arrêté du PM N°093/CAB/PM du 5 Novembre 2002

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant de l'entreprise désireuse de participer à la demande de cotation

Les bordereaux descriptifs et quantitatifs de ces équipements doit être chiffrés et déposés au plus tard le **19/03/2024 à 11 HEURES** sous enveloppe scellée adressée au Maire de la Commune de Djoum, Autorité Contractante, avec la mention :

Consultation N°003/DC/C-DJO/SG/CIPM-CD/2024, du 15/02/2024, pour la poursuite des travaux d'aménagement du stade municipal (fourniture et fixation de 150 chaises à la tribune du stade municipal de Djoum), dans la Commune de Djoum, Département de Dja et Lobo.

Les offres seront ouvertes au plus tard le **19/03/2024, à 12 Heures** à la salle de délibération de l'hôtel de ville de Djoum.

Les offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé.

4 – ADMINISTRATION AU NOM DE LAQUELLE SERA CONCLUE LA LETTRE COMMANDE:

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par la Commission Interne de Passation des Marchés, les lettres commandes seront conclues entre ces derniers et le Maire de la Commune de Djoum.

5 – CAUTION DE SOUMISSION :

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement bancaire provisoire de :

- **Deux cent quatre-vingt mille (200 000) Francs CFA.**

Ce cautionnement bancaire provisoire sera établi par un organisme bancaire agréé par le MINFI dans les conditions de la COBAC. Il sera libéré d'office trente jours au plus tard après l'expiration de la validité des offres, ou dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, après constitution du cautionnement définitif.

N.B : Ces cautions de soumission devront être délivrées par une banque de 1^{er} ordre.

Liste de 12 Banques agréées par le MINFI pour délivrer les cautions exigées dans les marchés publics (cf **liste des banques et des compagnies d'assurances agréées et**

habilitées à émettre des cautions dans le cadre des marches publics en 2018, en annexe).

6- RECEPTION DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies respectivement marquées comme tels devra être déposé contre récépissé au secrétariat général de la mairie de Djoum au plus tard le 19/03/2024, à 11 heures, heure locale et devra porter la mention :

AVIS DE CONSULTATION N°003/DC/C-DJO/SG/CIPM-CD/2024 DU 15/02/2024

**POUR LA LETTRE-COMMANDE DE LA POURSUITE DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT
DU STADE MUNICIPAL (FOURNITURE ET FIXATION DE 150 CHAISES A LA TRIBUNE
DU STADE MUNICIPAL DE DJOUM)**

COMMUNE DE DJOUM

DÉPARTEMENT DU DJA ET LOBO)

BIP 2024

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

7 – PRESENTATION DE L'OFFRE :

Toute offre non produite en SEPT (07) exemplaires et non conforme aux prescriptions du dossier de consultation sera déclarée irrecevable.

La soumission ainsi que toutes les pièces l'accompagnant devront être remise en SEPT (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies.

L'enveloppe extérieure contiendra deux (02) enveloppes intérieures.

La première enveloppe portera la mention : * ENVELOPPE A * : OFFRE ADMINISTRATIVE

7.1 – ENVELOPPE A DOSSIER ADMINISTRATIF :

Les pièces administratives requises devront, sous peine de rejet, être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) mois.

Pièce n°	Désignation
A.1	Déclaration d'intention de soumissionner suivant le modèle du DC, signée et timbrée
A.2	Quittance d'achat du dossier de demande de cotation
A.3	Copie légalisée de la carte du contribuable
A.4	Copie légalisée de la patente en cours de validité

A.5	Certificat d'imposition
A.6	Attestation de non – faillite
A.7	Registre de commerce
A.8	Attestation de recouvrement / de non redevance
A.9	Attestation de soumission CNPS
A.10	Un cautionnement provisoire de soumission dont le montant est précisé plus haut
A.11	Attestation de domiciliation bancaire
A.12	Attestation et plan de localisation
A.13	Attestation de non exclusion des marchés délivrée par l'ARMP
A.14	Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) complété et paraphé à chaque page

La deuxième enveloppe portera la mention : * ENVELOPPE B * : OFFRE FINANCIERE

7.2 ENVELOPPE B OFFRE FINANCIERE

Pièces n°	Désignation
B.1	Soumission signée, datée et timbrée conformément au modèle de la DC
B.2	Le cadre du détail estimatif complété, paraphé et signé à la dernière page
B.3	Le bordereau des prix unitaires en chiffres et en lettres paraphé et signé à la dernière page
B.4	Qualité de personnel de livraison

N.B

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres, ou dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, après constitution du cautionnement définitif.

7.3 Délai d'exécution :

Le délai maximum d'exécution prévu par le Délégué Départemental des Marchés Publics Autorité Contractante pour la réalisation de ces travaux est de **deux (02) mois**.

L'ouverture des offres aura lieu le **19/03/2024 à 12 heures** à la salle de délibération de l'hôtel de Djoum.

Les offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé.

7 - ATTRIBUTION :

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre reconnue conforme au dossier de consultation sera évaluée la moins disante (hors taxes).

AMPLIATIONS

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication au JDM)
- CIPM (pour information)
- Affichage (pour information)
- Service des Marchés (pour archivage)

Fait à Djoum, le _____

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE DJOUM



Sa Majesté
Adamane Ngane Vincent

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace work home
SOUTHERN REGION
DEPARTMENT OF DJA AND LOBO
COMMUNITY OF DJOUM
INTERNAL PROCUREMENT COMMISSION
BP 27 Djoum
Email: Contact.mairie.Djoum@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland
SOUTH REGION
DJA AND LOBO DIVISION
DJOUM COUNCIL
INTERNAL PUBLIC TENDER BOARD
PO Box, 27 Jum
Email: Contact.mairie.Djoum@gmail.com

CONSULTATION NOTICE N° 003 / DC /C-DJO/SG/CIPM- CD/2024 FROM 02/15/2024

**FOR THE LETTER ORDER FOR THE CONTINUATION OF THE
DEVELOPMENT WORK OF THE MUNICIPAL STADIUM (SUPPLY AND
FIXING OF 150 CHAIRS TO THE TRIBUNE OF THE MUNICIPAL STADIUM
OF DJOUM) COMMUNITY OF DJOUM, DEPARTMENT OF DJA AND LOBO**

Interested companies are invited to participate in the Notice of Consultation defined below, launched by the Cameroonian Government represented by the Mayor of the Municipality of Djoum , Contracting Authority.

2. OBJECT :

The purpose of this request for quotation is: **The continuation of development work on the municipal stadium (supply and fixing of 150 chairs to the stand of the municipal stadium of Djoum) in the Municipality of Djoum , Department of Dja and Lobo.**

The services will be carried out on behalf of the Municipality of Djoum with financing from the Public Investment Budget (BIP-DGD-MINDDEVEL) Fiscal Year 2024.

They are subject to the regulations in force in the Republic of Cameroon, in particular to the following texts:

20. Framework law No. 96/12 of August 5, 1996 on environmental management;
21. Law No. 2019/024 of December 24, 2019, relating to the General Code of Decentralized Territorial Authorities;
22. Law No. 2023/019 of December 19, 2023 relating to the finance law of the Republic of Cameroon for the financial year 2024;
23. Decree No. 87/02 of January 2, 1987 regulating After-Sales Service;
24. Decree No. 2003/651 of April 16, 2003 establishing the terms of application of the tax and customs regime for public procurement;
25. Decree No. 2012/074 of March 8, 2012 relating to the creation, organization and operation of procurement commissions supplemented by Decree No. 2013/271 of August 5, 2013.

26. Decree No. 2012/075 of March 8, 2012 organizing the Ministry of Public Procurement.
27. Decree No. 2012/76 of March 8, 2012 modifying and supplementing certain provisions of Decree No. 2001/048 of February 23, 2001 relating to the creation, organization and operation of the ARMP.
28. Decree No. 2018/366 of June 20, 2018 relating to the Public Procurement Code;
29. Decree No. 2018/048 of February 23, 2018 establishing the creation, organization and operation of the Public Procurement Regulatory Agency;
30. Order No. 093/CAB/PM of November 5, 2002 setting the amounts of the tender deposit and the costs of the tender file;
31. Order No. 032/CAB/PM of February 28, 2003 setting out the conditions for requesting quotation;
32. Order No. 033 CAB/PM of February 13, 2007 putting into force the General Administrative Clauses applicable to public works, supplies and service contracts awarded in the name of the State and national public establishments not subject to laws and customs Trade ;
33. Order No. 204/MINMAP of July 3, 2018 creating Internal Commissions for the award of Public Procurement to urban communities, municipalities and district municipalities;
34. Circular No. 002/CAB/PM of November 4, 2002 relating to the public procurement procedure.
35. Circular No. 004/CAB/PM of December 30, 2005 relating to the public procurement code;
36. Circular No. 0001/CAB/PR of June 19, 2012 relating to the award and control of the execution of public contracts
37. Circular No. 00000026/C/MINFI of December 29, 2023 relating to instructions relating to the execution of finance laws, monitoring and control of the execution of the State Budget, and other Public Entities for the 2023 financial year
38. Circular Letter No. 00000192/C/MINFI of January 6, 2023 providing instructions relating to the Execution, monitoring and Control of the Execution of the Budgets of Decentralized Territorial Authorities for the 2023 financial year.

2 – SERVICES:

As part of the execution of the projects cited in reference, the Mayor of the Municipality of Djoum (Project Owner), plans to proceed with the acquisition of the supplies designated below:

The continuation of the development work on the municipal stadium (supply and fixing of 150 chairs to the grandstand of the municipal stadium of Djoum) in the commune of Djoum , Department of Dja and Lobo, defined in the description of the works attached in the appendix, in one single batch.

NB: the submission is non-limiting

2.2- Forecast cost

The estimated cost of the work, all taxes included, at the end of the preliminary

studies amounts to:

- 10,000,000 (ten million) FCFA .

At the end of the examination of the bidders' offers and the choice of the successful bidder by the Internal Procurement Commission, the letter of order will be concluded between the latter and the Mayor of the Municipality of Djoum .

3 - PARTICIPATION:

Participation in this consultation is open to companies incorporated under Cameroonian law or any other group involving Cameroonian economic operators.

Each entrepreneur can bid against presentation of a receipt for payment to the Municipal Revenue of Djoum of the sum:

- **25,000 (twenty-five thousand) FCFA for lot 3.**

In accordance with PM decree No. 093/CAB/PM of November 5, 2002

This receipt must identify the purchaser as a representative of the company wishing to participate in the quotation request.

The descriptive and quantitative slips for this equipment must be encrypted and submitted no later than **03/19/2024 at 11 AM** in a sealed envelope addressed to the Mayor of the Municipality of Djoum , Contracting Authority, with the mention:

Consultation No. 003 / DC /C-DJO/SG/CIPM-CD/2024, of 02/15/2024, for the continuation of development work on the municipal stadium (supply and fixing of 150 chairs to the stadium stand municipal of Djoum), in the Commune of Djoum , Department of Dja and Lobo.

Bids will be opened no later than **03/19/2024, at 12 p.m.** in the deliberation room of Djoum town hall.

Offers must be quoted excluding value added tax (excluding VAT) and all taxes included (TTC) and accompanied by the signed submission model.

4 - ADMINISTRATION IN WHICH NAME THE LETTER ORDER WILL BE CONCLUDED:

At the end of the examination of the bidders' offers and the choice of the successful bidder by the Internal Procurement Commission, the letters of order will be concluded between the latter and the Mayor of the Municipality of Djoum .

6 - BID BOND :

Offers must be accompanied by a provisional bank guarantee of:

- **Two hundred and eighty thousand (200,000) CFA Francs.**

This provisional bank guarantee will be established by a banking organization approved by the MINFI under the conditions of COBAC. He will be automatically released thirty days at the latest after the expiry of the validity of the offers, or in the case where the tenderer is awarded the contract, after providing the final security.

NB: These bid bonds must be issued by a first- rate bank .

List of 12 Banks approved by the MINFI to issue the guarantees required in public procurement (see **list of approved banks and insurance companies and authorized to issue guarantees in the context of public procurement in 2018**, in annex).

6- RECEIPT OF OFFERS

Each offer written in French or English and in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies respectively marked as such must be submitted against receipt to the general secretariat of the town hall of Djoum no later than 19/ 03/2024, **at 11 a.m.** local time and must be marked:

CONSULTATION NOTICE N° 003 / DC /C-DJO/SG/CIPM-CD/2024 FROM 02/15/2024

**FOR THE LETTER ORDER FOR THE CONTINUATION OF THE DEVELOPMENT WORK
OF THE MUNICIPAL STADIUM (SUPPLY AND FIXING OF 150 CHAIRS TO THE TRIBUNE
OF THE DJOUM MUNICIPAL STADIUM)**

COMMUNITY OF DJOUM

DEPARTMENT OF DJA AND LOBO)

BIP 2024

"To only be opened during the counting session"

7 - PRESENTATION OF THE OFFER:

Any offer not produced in SEVEN (07) copies and not in compliance with the requirements of the consultation file will be declared inadmissible.

The submission as well as all accompanying documents must be submitted in SEVEN (07) copies including one (01) original and six (06) copies.

The outer envelope will contain two (02) inner envelopes.

The first envelope will be marked: "ENVELOPE A": ADMINISTRATIVE OFFER

7.1 - ENVELOPE A ADMINISTRATIVE FILE:

The required administrative documents must, under penalty of rejection, be produced in originals or certified copies dating from less than three (03) months.

Part no.	Designation
A.1	Declaration of intention to tender following the DC model, signed and stamped
A.2	Purchase receipt from the quotation request file
A.3	Legalized copy of taxpayer card

A.4	Legalized copy of the valid license
AT 5	Tax certificate
A.6	Certificate of non-bankruptcy
A.7	Trade register
AT 8	Collection/non-royalty certificate
A.9	CNPS submission certificate
A.10	A provisional bid bond, the amount of which is specified above
A.11	Bank domiciliation certificate
AT 12	Certificate and location plan
A.13	Certificate of non-exclusion from markets issued by ARMP
A.14	The specific administrative clauses book (CCAP) completed and initialed on each page

The second envelope will be marked: "ENVELOPE B": FINANCIAL OFFER

7.2 ENVELOPE B FINANCIAL OFFER

Parts no.	Designation
B.1	Submission signed, dated and stamped in accordance with the CD model
B.2	The estimated detail framework completed, initialed and signed on the last page
B.3	The unit price schedule in figures and letters initialed and signed on the last page
B.4	Quality of delivery staff

NB

The provisional security will be automatically released no later than 30 days after the expiry of the validity of the offers, or in the case where the tenderer is awarded the contract, after the final security has been provided.

7.3 Execution time:

The maximum execution time provided by the Departmental Delegate of Public Procurement Contracting Authority for the completion of this work is **two (02) months**.

The opening of offers will take place on **03/19/2024 at 12 p.m.** in the deliberation room of the Djoum town hall.

Offers must be quoted excluding value added tax (excluding VAT) and all taxes included (TTC) and accompanied by the signed submission model.

7 - ATTRIBUTION:

The contract will be awarded to the tenderer whose offer recognized as compliant with the consultation file will be evaluated as the lowest (excluding taxes).

Copies:

MINMAP/DDI;
MINDDEVEL ;
ARMP for publication and archiving ;
DJOU Council ;
Président CIPM ;
SOPECAM ;
Affichage (for information) ;
Support Unit for tender (for archiving).

Done at Djoum , on _____

THE MAYOR OF THE COMMUNITY OF DJOUM